

« Au Liban, nous ne vivons pas dans le chaos, nous vivons dans un système corrompu de manière systémique. Nous devons mettre fin à la corruption, mais cela prendra du temps. Je ne pense pas que nous puissions en voir la fin avant dix ans ».

Entretien avec *Najat Saliba* par *Andrea López-Tomás* (Beyrouth)

LE LIBAN EN ÉTAT DE GUERRE

Membre du Parlement libanais, la docteure Najat Saliba est l'une des 12 députées du bloc du Changement qui a réussi à entrer à la Chambre des représentants il y a quatre ans pour y faire entendre les aspirations révolutionnaires de son peuple. Elle est experte en changement climatique et en contrôle de la pollution, avec des recherches de pointe sur l'impact des pipes à eau ou sur la façon dont la dépendance accrue aux générateurs, qui s'est accentuée ces dernières années, a entraîné une augmentation des cas de cancer parmi la population. Bien qu'elle ait travaillé pendant plus de 20 ans comme professeure à la prestigieuse Université américaine de Beyrouth (UAB), la corruption dans son pays l'a contrainte à quitter les salles de classe. Elle a d'abord lancé des projets de science citoyenne, puis, après l'explosion du port de Beyrouth en 2020, elle a décidé de se lancer dans la politique. Elle a reçu de nombreux prix nationaux et internationaux pour son rôle en tant que femme dans le domaine scientifique, notamment le Prix international L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science.

afkar/idées a eu l'occasion de s'entretenir avec Najat Saliba dans son bureau à Beyrouth à la mi-février, avant la nouvelle offensive israélienne contre le Liban.

Vous faites partie de ces personnes qui ont quitté le Liban pour étudier à l'étranger, mais qui ont ensuite décidé de revenir pour contribuer à leur communauté. Pourquoi ?

J'ai quitté le Liban pendant la guerre civile dans des circonstances très tragiques, fuyant par bateau vers Chypre. Je me suis installée aux États-Unis. Là-bas, j'ai fait mes études, mon doctorat et deux ans de formation postdoctorale. J'ai alors dû décider si je voulais m'engager dans une nouvelle voie de recherche dans une université américaine ou retourner au Liban. J'ai décidé de tenter ma chance dans mon pays et j'ai été embauchée à l'Université américaine de Beyrouth. Vingt ans plus tard, je suis toujours là. J'ai bien réussi dans la recherche, j'ai reçu des prix et je n'ai jamais regardé en arrière. Il y a eu des défis en cours de route, mais le fait de pouvoir être au Liban, de mener des recherches pertinentes pour le pays

et pour la région a été satisfaisant et gratifiant. Je me suis fait connaître en tant que scientifique spécialisée dans le transport des poussières, mais le nombre de subventions que nous avons reçues pour mener des recherches sur la consommation de pipes à eau et de cigarettes électroniques a également dépassé nos attentes. La reconnaissance de la communauté scientifique, en particulier lorsque j'ai reçu le Prix international L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science, a été l'aboutissement de 20 ans de travail et de dévouement pour démontrer que le Liban, et en particulier l'UAB, est capable de mener des recherches de qualité à la hauteur de la recherche mondiale. En fait, c'était la première fois qu'une scientifique libanaise était récompensée au Liban.

Vos recherches sont étroitement liées à l'endroit où vous vivez. Vous avez mené des recherches approfondies sur l'impact des générateurs, l'utilisation du nauwilé ou les niveaux élevés de pollution au Liban. Lorsque j'ai rejoint l'UAB, on m'a conseillé de ne pas le faire, que pour

obtenir une promotion, je devais mener des recherches qui intéressent tout le monde. Mais cela ne m'a pas convaincu. Je me suis dit : « Si je suis ici, c'est pour faire des choses qui soient pertinentes pour nos vies ». Je me suis concentrée sur la recherche qui a un impact réel sur la vie quotidienne des gens. Lorsque nous avons commencé à faire des recherches sur le narguilé, personne n'avait abordé ce sujet auparavant. C'est alors que l'Institut national de la santé des États-Unis a décidé de financer notre recherche et de nous donner tout ce dont nous avons besoin pour réfuter le mythe selon lequel il s'agit d'une façon propre de fumer. Nous avons pu mener des recherches de pointe qui ont été référencées par de nombreuses associations de santé et adoptées par l'Organisation mondiale de la santé. Nos résultats ont jeté les bases de nombreuses lois aux États-Unis et dans d'autres pays qui interdisent de fumer la pipe à eau dans les lieux publics et les espaces clos. Ce fut une avancée majeure, et cela restera l'un des sujets de recherche les plus importants auxquels nous avons contribué pour aider à sauver la santé de nombreux jeunes. Nos résultats ont démontré que fumer le narguilé est beaucoup plus dangereux que fumer une cigarette. Aujourd'hui, cela semble évident, mais il y a 20 ans, ce n'était pas le cas.

Comment êtes-vous passée de l'enseignement de la chimie à l'université à votre poste de députée au Parlement libanais ?

L'explosion du port de Beyrouth a été le point culminant. Entrer au Parlement n'a pas été une décision prise du jour au lendemain, mais le résultat d'une frustration accumulée face à l'impunité et à l'incapacité du gouvernement à régler ce qui est un petit problème, comme celui des générateurs diesel. Tout cela m'a amené à me consacrer de plus en plus à la recherche-action. En 2018, j'ai quitté l'université, je ne voulais plus faire de la recherche, mais être avec les gens sur le terrain, voir quels sont les problèmes auxquels ils sont confrontés et comment nous pouvons les aider. J'ai créé l'Académie de l'environnement, j'ai fait de la science citoyenne. C'était extrêmement intéressant jusqu'à ce que l'explosion de Beyrouth se



Najat Saliba pendant l'entretien à Beyrouth à la mi-février 2026./A.L.T.

produise, démontrant l'inefficacité et la négligence des responsables qui ont stocké pendant des années du nitrate d'ammonium avec des feux d'artifice et tous ces matériaux inflammables et explosifs, sans se soucier de la sécurité ou des normes. J'ai décidé qu'il n'y avait pas de retour en arrière possible. Juste après l'explosion, je suis allée me promener dans la ville avec mon amie Carmen Geha. Nous n'entendions que le craquement du verre sous nos pieds. Il n'y avait ni routes, ni trottoirs. Il n'y avait que du verre. Nous marchions, désespérées et stupéfaites, car nous n'arrivions pas à croire ce que nous voyions [elle est émue]. Nous avons alors décidé de faire quelque chose en mettant à profit notre expérience d'universitaires. Nous avons formé un groupe d'universitaires militants prêts à sortir de l'université et à agir pour la communauté. Nous nous sommes répartis en quatre catégories en fonction de notre expertise : environnement, entreprises de soutien, secteur sanitaire et secteur éducatif. C'est ainsi qu'est né Khaddit Beirut, la transformation de Beyrouth. Après un an et demi, nous avons systématisé l'organisation sous l'égide de l'UAB en tant que Militants universitaires pour l'impact et l'apprentissage dans le bloc du Changement (SAIL for Change). C'était magique. C'était la bonne énergie. Nous avons vraiment

besoin les uns des autres pour guérir et travailler ensemble afin de ne pas nous sentir seuls et abandonnés à notre sort, car la douleur était si profonde.

Comment l'injustice environnementale est-elle vécue au Liban ?

L'injustice tient à la manière dont ces personnes corrompues utilisent l'environnement comme un moyen d'exploiter les gens, de leur nuire et de ne pas les aider. Après avoir été élue députée, j'ai analysé en profondeur la gestion des déchets solides, les stations d'épuration des eaux usées et la perte de couverture forestière et de terres. J'ai constaté que le même schéma se répétait : *l'establishment*, les partis qui ont gouverné depuis la guerre civile, ont intentionnellement construit des stations d'épuration des eaux usées qui ne fonctionnent pas afin de pouvoir soutirer plus d'argent aux donateurs. Ils ne se soucient pas de l'agriculture, des cultures, de la sécurité ou de la santé mentale des citoyens. Ils veulent seulement construire quelque chose d'inutile pour continuer à demander plus d'argent, alimenter leur clientélisme et la dépendance de la population. Tout ce qui les intéresse, c'est d'exploiter l'environnement pour gagner de l'argent. Nous ne vivons pas dans le chaos. Nous vivons dans

« Nous sommes venus pour bâtir un État, et celui-ci ne peut être bâti qu'avec une seule armée, un seul président et un seul gouvernement. Je suis favorable à la reddition totale du Hezbollah face au gouvernement et à l'armée »

un système corrompu systémique. Donc, ceux qui pensent que le Liban est chaotique et qu'il n'y a pas de gouvernement établi, ce n'est pas vrai. Nous avons un gouvernement et ce gouvernement est bon. Mais les personnes qui dirigent le gouvernement ou qui l'ont dirigé avant l'actuel premier ministre, Nawaf Salam, et certaines même aujourd'hui, ont réussi à contrôler le système et à l'étrangler à leur profit.

L'une de vos actions les plus connues pendant votre mandat au Parlement a été votre sit-in de 243 jours pour inciter les parlementaires à élire un président. Qu'avez-vous appris de cette expérience ?

Beaucoup. Tout d'abord, j'ai brisé le plafond de verre et démontré qu'une femme peut mener un sit-in avec autant d'efficacité et de force qu'un homme. Deuxièmement, il était essentiel pour moi de démontrer l'importance de respecter et de se conformer aux délais fixés par la Constitution. On ne peut pas simplement prolonger le délai pour élire un président seulement parce que cela ne convient pas à un parti. La même chose va se produire maintenant lors des élections. Nous avons des élections dans quelques mois et les gens continuent de se demander si nous pouvons ou non avoir des élections, ce qui est ridicule. Si les élections ont lieu le 10 mai, elles devraient avoir lieu le 10 mai. Point. Pour lors, le président du Parlement, Nabih Berri, est allé très loin pour nous faire taire et empêcher la diffusion du sit-in.

Quel bilan tirez-vous de votre mandat de députée pour le Changement ?

Le bloc du Changement n'est pas né en 2022. La demande de changement a

commencé en 2013, lorsque quelque 50 personnes ont décidé que cela suffisait, qu'on ne pouvait pas jeter les déchets dans une décharge sans stratégie. En 2015, le mouvement « Tu pues » a vu le jour, regroupant environ 200 personnes qui refusaient de voir des déchets dans les rues. Le Changement a commencé à prendre de l'ampleur parce que les gens ne voulaient pas accepter la façon dont les partis traditionnels fonctionnent. En 2019, des millions de personnes sont descendues dans la rue. En 2022, pour la première fois, les gens ont décidé de soutenir 12 personnes du bloc du Changement au Parlement. Je pense qu'en 2026, même si ce ne sont pas les mêmes députés, le mouvement pour le Changement se poursuivra. Il pourrait évoluer vers quelque chose de différent, mais il est là, il existe, nous le ressentons. Les gens n'acceptent plus l'aveuglement des partis conventionnels comme avant, et tous les partis changent leur rhétorique parce qu'ils veulent satisfaire les gens qui leur demandent des comptes. Auparavant, ils ne faisaient pas beaucoup campagne, car ils n'en ressentaient pas le besoin. Aujourd'hui, en 2026, et dans la perspective des élections, on constate que tous tentent de réformer et de restructurer leurs partis. Donc, si rien ne se passe, au moins ce changement est en train d'ébranler les fondements de tous les partis.

Quatre ans plus tard, certaines personnes sont déçues par les résultats obtenus par les parlementaires pour le Changement.

Je vois la déception des gens. Ils voulaient que nous avancions plus vite, que nous en fassions plus. Nous sommes également frustrés, car nous voulions la même chose. Malheureusement, quand on est au pouvoir, les choses avancent lentement.

Nous avons obtenu de nombreux changements et nous avons empêché que la volonté des gens soit prise pour acquis, que des accords soient conclus à leurs dépens. Nous avons participé à toutes les discussions pour lutter contre l'adoption de lois qui ne profitent pas à la population. Cependant, les responsables ne seront pas jugés et n'auront pas à rendre de comptes. J'aimerais bien. Je veux voir tous ceux qui ont volé l'argent du pays, qui ont été impliqués dans l'explosion de Beyrouth, en prison. Nous devons mettre fin à la corruption. Cela prendra du temps, les choses avancent très lentement. Je ne pense pas que cela arrivera avant 10 ans.

Vous avez été membre du Parlement pendant la pire crise économique que le Liban ait connue, le blocage politique le plus long et la dernière guerre dévastatrice.

Il est très frustrant de constater que nous n'avons pas été en mesure de faire pression sur le gouvernement pour qu'il parvienne à un accord satisfaisant, car le Parlement est divisé et parce que certains députés du Hezbollah, favorables à la guerre, ont décidé de la déclencher sans consultation. Plus tard, lors de l'accord de cessez-le-feu, [en novembre 2024, Israël et le Liban ont signé un accord de cessez-le-feu après 13 mois de combats entre l'armée israélienne et le Hezbollah, à la suite des attaques du 7 octobre 2023], on ne nous a pas consultés, nous n'avons pas participé aux négociations, nous ne savions pas ce qu'il allait contenir, et nous en payons maintenant les conséquences, car l'accord stipule qu'Israël a le droit de se défendre et profite de toutes les occasions pour le faire. Ce parti qui nous a entraînés dans la guerre et ceux qui ont participé aux négociations sont en quelque sorte responsables, car ils ont pris une décision unilatérale qui ne représente pas l'opinion de l'ensemble de la population du pays.

Le désarmement du Hezbollah est désormais la priorité à l'ordre du jour.

Nous sommes venus pour construire un État, et celui-ci ne peut être construit qu'avec une seule armée, un seul président et un seul cabinet. Je refuse

même de discuter de la question du désarmement avec le Hezbollah. Je pense que cela aurait dû se faire hier, pas aujourd'hui. Je suis favorable à la reddition totale du Hezbollah au gouvernement et à l'armée. Cette absurdité consistant à se demander s'ils vont rendre les armes ou non doit cesser. Je suis en total désaccord avec cette discussion, et tous les prétextes avancés selon lesquels cela pourrait entraîner une guerre civile ou des troubles dans le pays ne sont pas valables. C'est inacceptable. Nous sommes tous un seul peuple qui veut vivre sous la Constitution qui nous unit.

Le pays est sous le coup d'un accord de cessez-le-feu depuis plus d'un an, mais les attaques se poursuivent quotidiennement et les gens continuent de mourir. Comment le Parlement travaille-t-il pour mettre fin à cette situation ?

La décision relève du pouvoir exécutif, tout est entre les mains du cabinet ministériel et du président. En ce qui concerne l'allocation de fonds et le soutien aux personnes qui ont perdu leur foyer, je pense que le Parlement a déjà agi en offrant des incitations, en réduisant les impôts et en accordant des prêts à la population du Sud. Nous comprenons tous que nous devons reconstruire le Sud, car chaque partie appartient au Liban et nous ne céderons pas un seul mètre carré du pays. Mais dans le même temps, nous voulons que le Hezbollah coopère et mette toutes ses capacités au service de l'armée libanaise. Nous ne sommes pas d'accord avec le fait qu'Israël viole quotidiennement le cessez-le-feu. La seule solution est de renforcer le président et le premier ministre afin qu'ils utilisent toute leur influence et obtiennent le soutien de la communauté internationale pour faire pression sur Israël afin qu'il se retire.

Lorsque vous avez été élue, les principales luttes des députés pour le Changement concernaient la crise économique, la corruption et la reddition de comptes après l'explosion du port. La législature s'achève-t-elle avec le sentiment que ces questions restent en suspens ?

La reddition de comptes sera prioritaire la prochaine législature. La première

« Malheureusement, on ne peut pas écarter le Liban ni le protéger de l'influence de la guerre qui fait rage dans la région »

fois, les députés du Changement sont venus pour mettre un terme à la corruption, et notre plus grande tâche a été d'empêcher le Hezbollah de croître et de prendre le contrôle de l'État. Telles ont été ces quatre premières années. Je pense que les quatre prochaines années seront axées sur la reddition de comptes, qui doit être l'un des principaux moteurs de notre mandat au Parlement. Maintenant que le Hezbollah va être désarmé, l'État va récupérer son pouvoir.

Quelques jours après l'entretien, Israël a lancé ses attaques contre le Liban dans le cadre de son offensive contre le Hezbollah. Nous avons contacté Najat Saliba par téléphone.

La guerre est de retour au Liban. On dénombre déjà près de 1 250 morts en à peine un mois et plus d'un million de personnes déplacées.

Malheureusement, nous sommes revenus au point de départ. Le Hezbollah utilise les missiles qu'il a cachés à Dahieh [dans la banlieue sud de Beyrouth] et au nord du fleuve Litani, ainsi que probablement dans certains tunnels au sud du Litani que l'armée libanaise n'a pas réussi à localiser. Ils les utilisent pour relancer la guerre depuis le Liban, aux dépens du peuple libanais et, bien sûr, au profit de l'Iran. Ils ne font rien qui profite au pays. Cela nuit donc aux efforts du gouvernement. Celui-ci tentait de gagner et de renforcer la confiance entre l'État et d'autres partenaires, amis et alliés dans le monde. Cependant, aujourd'hui, avec tout ce qui se passe, notamment le lancement de drones vers Chypre et de missiles depuis le sud et le nord du Liban vers Israël, ces efforts du gouvernement sont entravés et nous retournons à un état de guerre. Malheureusement, on ne peut pas écarter le Liban ni le protéger de l'influence de la guerre qui fait rage dans la région.

Avant la guerre, on a tenté de désarmer le Hezbollah, mais l'offensive militaire israélienne actuelle semble avoir ramené le pays à la case départ sur cette question. Israël a déclaré que son objectif était de désarmer le Hezbollah et a menacé le gouvernement libanais pour ne pas l'avoir fait. Quelle est la capacité du gouvernement libanais à désarmer le Hezbollah ?

Il semble qu'Israël soit tout simplement impossible à freiner, personne au monde ne peut l'arrêter. Malheureusement, ils sont restés fermes vis-à-vis du gouvernement libanais et lui demandent d'agir pour désarmer le Hezbollah et rétablir son autorité totale sur les territoires libanais. Ce n'est pas facile, étant donné que les forces armées libanaises sont trop dispersées le long de la frontière et dans le sud, et qu'on leur demande maintenant de mener à bien le désarmement dans le nord du Liban. Israël est très, très puissant. Il bénéficie du soutien des États-Unis et utilise toutes ses forces pour imposer toutes ses conditions au gouvernement libanais.

L'une des principales mesures prises par le gouvernement libanais a été d'approuver une prolongation de deux ans du mandat du Parlement.

La prolongation de deux ans est inconstitutionnelle. Elle ne contribue pas à la construction d'un État dans le pays. Elle ne fait que prolonger la vie d'un *establishment* qui s'est employé à paralyser et à détruire le pays. J'ai voté catégoriquement contre et nous allons contester cette décision. Je suis également tout à fait favorable à la construction d'un État et à l'élaboration ou à l'application de la Constitution afin que la situation revienne à la normale. Malheureusement, ils ont tout de même réussi à rassembler la majorité nécessaire pour adopter la loi [de prolongation] proposée./